



NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE

N 09-22

OCTOBRE 2022

SOMMAIRE

SYNTHÈSE.....	4
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	7
II. CONJONCTURE NATIONALE.....	11
II.1. SECTEUR RÉEL.....	11
II.1.a. Secteur primaire.....	11
II.1.b. Secteur secondaire.....	13
II.1.c. Secteur tertiaire.....	15
II.1.d. Prix.....	17
II.1.e. Emplois.....	19
II.2. FINANCES PUBLIQUES.....	19
II.2.a. Recettes totales et dons.....	19
II.2.b. Dépenses totales et prêts nets.....	20
II.2.c. Financement.....	21
II.3. COMMERCE EXTÉRIEUR.....	21
II.3.a. Exportations.....	21
II.3.b. Importations.....	21
II.4. SITUATION MONÉTAIRE ET MARCHÉ BOURSIER.....	22
II.4.a. Situation monétaire.....	22
II.4.b. Marché boursier.....	22

TABLE DES ILLUSTRATIONS

GRAPHIQUES

Graphique 1 : Évolution du cours du baril de pétrole brut en dollars us	8
Graphique 2 : Évolution de l'indice du cours de l'engrais	9
Graphique 3 : Indice de la production Industrielle.....	13
Graphique 4 : Production et vente de produits pétroliers	14
Graphique 5 : Evolution de la consommation d'électricité	14
Graphique 6 : Evolution de l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail	16
Graphique 7 : Evolution de la dynamique de l'indice général des prix à la consommation en glissement annuel	18
Graphique 8 ; Evolution des prix de quelques produits alimentaires en glissement annuel.....	18
Graphique 9 : Evolution des prix de quelques services en glissement annuel	18
Graphique 10 : Évolution des principaux agrégats des finances publiques à fin août ...	21
Graphique 11 ; Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties	22
Graphique 12 : Évolution des principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA	22
Graphique 13 : Évolution des indices moyens boursiers sectoriels sur les neuf (9) premiers mois de 2022, en glissement annuel	23

TABLEAUX

Tableau 1 : Évolution des principales productions de l'agriculture d'exportation	12
--	----

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

BAlI	Banque Asiatique d'Investissement dans les infrastructures
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BRVM 10	Indice des dix entreprises les plus performantes de la BVRM
BRVM Composite	Indice de l'ensemble des entreprises cotées à la BVRM
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAF	Coût Assurance, Fret
CAN	Coupe d'Afrique des Nations
CEDEAO	Communauté Économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
COVID-19	Maladie à Coronavirus 2019
CPM	Comité Politique Monétaire
FAB	Franco à bord
FMI	Fonds Monétaire International
ICA	Indice du Chiffre d'Affaires
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
IHPI	Indice Harmonisé de la Production Industrielle
IPPI	Indice des Prix de la Production Industrielle
PEM	Perspectives Économiques Mondiales
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
PIB	Produit Intérieur Brut
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine

SYNTHÈSE

Valeurs en FCFA, sauf indications contraires

L'économie mondiale toujours fragilisée par les conséquences de la guerre en Ukraine

L'activité économique internationale reste marquée par la persistance d'une inflation galopante qui, selon le FMI, devrait atteindre 8,8% en 2022, après s'être située à 4,7% en 2021. Le resserrement des politiques monétaires des principales banques centrales pour faire face à cette hausse générale des prix accentue la crainte d'une récession au niveau mondial.

Le **marché des matières premières**, au mois d'août 2022, enregistre une évolution mitigée des cours de la plupart des produits échangés par la Côte d'Ivoire. En effet, en évolution mensuelle, les prix du pétrole brut (-10,1%), du blé (-0,3%) de l'engrais (-1,5%), du coton (-5,0%) et du caoutchouc (-4,3%) régressent, tandis que ceux du cacao (+1,4%), de l'huile de palme (+2,7%), du riz (+3,1%) et de l'or (+1,6%) progressent.

Sur le **marché des changes**, la monnaie européenne poursuit sa baisse face au dollar US et au rouble russe. En moyenne sur le mois de septembre 2022, elle s'est échangée à 0,99 dollars US, en baisse de 2,2% par rapport au mois précédent. Cependant, l'euro s'apprécie par rapport au dollar canadien (+0,8%), à la livre sterling (+3,5%) et au yen (+3,4%).

Activité économique nationale en hausse

L'environnement économique au **niveau national** est caractérisé par les pressions inflationnistes induites par la persistance du conflit Russo-Ukrainien, de la pandémie à coronavirus et de l'insécurité dans les pays sahéliens qui approvisionnent la Côte d'Ivoire en bétail et en produits maraîchers. L'économie ivoirienne est également confrontée à une insuffisance de l'offre locale de produits vivriers due notamment à un déficit de main d'œuvre.

Afin de préserver le pouvoir d'achat des populations, le Gouvernement, d'une part, poursuit la mise en œuvre de mesures visant à contenir la flambée des prix des produits de grande consommation et, d'autre part, a revalorisé le salaire des fonctionnaires depuis le mois de septembre 2022.

Les réalisations sectorielles comparées à celles de la même période de l'année 2021, sauf indication contraire, sont présentées ci-dessous.

Le **secteur primaire** est caractérisé par une évolution contrastée de l'agriculture industrielle et d'exportation. En effet, les productions de noix de cajou (+7,3% à fin août), de café (+94,0% à fin juin 2022), de sucre (+20,7% à fin août) et de caoutchouc naturel (+20,0% à fin juin 2022) progressent tandis que celles de banane dessert (-10,1% à fin août), de cacao fèves (-4,9% à fin juin 2022), de coton graine (-4,7% à fin août) et de régime de palme (-4,9% à fin juillet 2022) se contractent. Toutefois, la forte hausse des prix des engrais et la raréfaction de l'offre, en lien avec la perturbation des exportations russes d'engrais, et un déficit de main d'œuvre font peser des risques sur les rendements dans certaines filières de l'agriculture vivrière. L'insuffisance de main d'œuvre agricole s'explique principalement par l'attrait grandissant de l'orpaillage clandestin en milieu rural et par la pénibilité des travaux champêtres encore faiblement mécanisés.

Le **secteur secondaire** enregistre au mois de juillet 2022, en rythme annuel, une inversion de la tendance de l'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI), qui affiche un repli de 1,7% après six mois consécutifs de hausse. Cette évolution s'explique principalement par une inversion de tendance au niveau « des industries manufacturières » et par un ralentissement des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » amortie par le renforcement des « industries extractives ».

En moyenne, sur les sept premiers mois de l'année, l'IHPI progresse de 8,9% stimulé par la hausse de la production des « industries extractives » (+12,3%), des « industries manufacturières » (+7,1%), et des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+7,2%) amoindrie par le recul des « industries environnementales » (-0,6%).

S'agissant du Bâtiment et Travaux Publics (BTP), en moyenne sur le premier semestre 2022, l'indicateur avancé du BTP s'accroît de 22,1%. La dynamique du secteur du BTP est

favorisée par l'accélération de l'exécution des chantiers d'infrastructures publiques en vue de l'amélioration de la fluidité routière et de l'accueil de la Coupe d'Afrique des Nations 2023

Le **secteur tertiaire** enregistre en glissement annuel une évolution favorable grâce à la bonne tenue du commerce de détail, des transports et des activités des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Dans le commerce de détail, l'Indice du Chiffre d'Affaires augmente de 11,5% au mois d'août. Dans la branche des télécommunications, le nombre de minutes d'appel (+8,7%), le nombre de SMS (+20,5%) ainsi que le trafic internet (+39,1%) conservent au mois de juillet leur tendance à la hausse observée depuis le début de l'année. S'agissant du nombre total de passagers dans le transport aérien, il s'accroît de 14,8% au mois de septembre 2022. À contrario, le trafic global de marchandises par voie maritime (-7,0% au mois de juillet) et celui par voie ferroviaire (-17,4% au mois d'août) se contractent.

En cumul depuis le début de l'année 2022, et comparativement aux périodes correspondantes de 2021, toutes les composantes du secteur tertiaire sont orientées à la hausse, à l'exception du trafic de marchandises par voie ferroviaire.

En ce qui concerne **les prix à la consommation**, le rythme de progression de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) en glissement annuel accélère à 6,3% au mois de septembre 2022 après une progression de 6,2% mois d'août 2022. Ce rebond de l'inflation est attribuable au renchérissement des prix des produits comestibles (+10,5% comme en août 2022) et des produits non comestibles (+4,2% après +4,0% en août 2022).

En moyenne sur les neuf premiers mois de l'année, et comparativement à la période correspondante de 2021, l'IHPC augmente de 5,1% sous l'effet conjoint d'une hausse de 8,8% des prix des produits comestibles et d'une augmentation de 3,2% des prix des produits non comestibles

Dans le **secteur de l'emploi formel**, le nombre d'emplois nets créés au terme des huit premiers mois de 2022 s'élève à 36 828, en deçà des 53 493 emplois créés à la période correspondante de l'année précédente.

La situation des **finances publiques**, à fin août 2022, est caractérisée par un niveau des recettes totales et dons de 4 207,8 milliards, en

hausse de 238,1 milliards, sous l'effet principalement d'un accroissement des recettes fiscales y compris les recettes affectées et parafiscalité (+146,7 milliards) et des dons (+87,1 milliards). Parallèlement, les dépenses totales et prêt nets ont été exécutés à hauteur de 5 070,6 milliards, en progression de 7,7%. Cette augmentation s'explique principalement par les hausses conjointes des dépenses d'investissement (+204,8 milliards ; +19,3%), des intérêts dus sur la dette publique (+158,8 milliards ; +33,6%), et des dépenses de fonctionnement (+106,3 milliards ; +12,6%).

Il résulte de ces évolutions un déficit du solde budgétaire de 862,8 milliards, plus accentué que celui de 737,6 milliards enregistré un an plus tôt.

Les **échanges extérieurs de marchandises hors biens exceptionnels** sont marqués, à fin août 2022, par une dégradation du solde commercial qui affiche un déficit de 485,5 milliards contre un excédent de 534,7 milliards un an plus tôt. Cette situation découle d'une hausse en valeur des importations de 45,3%, en glissement annuel, largement supérieure à celle des exportations de 24,4%. Par ailleurs, les termes de l'échange se détériorent de 9,8% sous l'effet d'une augmentation des prix à l'export (+17,5%) plus faible que celle des prix à l'import (+30,3%).

Au niveau de la **situation monétaire**, la masse monétaire au sens large progresse de 12,0% à fin août 2022 en rythme annuel, plus fortement qu'à fin juillet 2022 (+9,5%).

Cette évolution est attribuable à l'accélération de la hausse des créances nettes sur l'Administration Centrale (+32,0% contre +28,6% à fin juillet 2022) et des créances sur l'économie (+16,0% contre +10,4% à fin juillet 2022), ainsi qu'à l'amointrissement de la contraction des actifs extérieurs nets qui passent de -11,5% à fin juillet 2022 à -8,4% à fin août 2022.

Au mois de septembre 2022, les indices de référence du marché boursier sous régional baissent en rythme mensuel comme le mois précédent. Ainsi, l'indice BRVM 10 et l'indice BRVM composite fléchissent respectivement de 0,5% et 0,7%. Toutefois, en moyenne sur les neuf premiers mois de l'année 2022 et comparativement à la même période correspondante de 2021, les indices BRVM 10 et BRVM composite affichent des hausses respectives de 26,6% et 35,2%.

En définitive, l'économie ivoirienne est marquée, en rythme annuel par une accélération de l'inflation au mois de septembre, qui reste toutefois limitée comparativement à l'inflation mondiale, grâce aux mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre la cherté de la vie.

Les prix à la production industrielle restent également confrontés à des pressions à la hausse.

Les échanges extérieurs enregistrent au terme des neuf premiers mois de l'année 2022 un déficit inhabituel de solde commercial hors bien exceptionnels, en lien avec la détérioration des termes de l'échange.

La situation des finances publiques est marquée par l'accélération des investissements publics et le coût des mesures de lutte contre la cherté de la vie qui accentuent le déficit budgétaire global. Toutefois, le risque de surendettement reste modéré.

Au niveau monétaire et financier, l'euro continue de se déprécier face au dollar américain, et par ricochet le FCFA, contribuant de la sorte à l'augmentation des prix à l'importation et du coût en franc CFA du service de la dette extérieure libellée en dollar américain.

Au total, l'activité économique reste dynamique, portée au niveau de l'offre par la vitalité des secteurs tertiaire et secondaire, tandis que le secteur primaire enregistre une évolution mitigée de l'agriculture industrielle et d'exportation. Elle tire avantage de la poursuite de l'exécution des projets d'infrastructures et des réformes prévus dans le PND 2021-2025 ainsi que d'un cadre macroéconomique solide.

Sur la base des évolutions conjoncturelles à fin juin 2022 et des perspectives sectorielles sur le reste de l'année, les services du Ministère de l'Economie et des Finances ont révisé, au mois de septembre, la prévision de croissance du PIB en 2022 à +6,8%, contre une projection antérieure de +6,9%.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Au niveau mondial, l'activité économique est marquée par la perturbation continue des chaînes d'approvisionnement et par une inflation galopante.

Les chaînes d'approvisionnement sont affectées par la persistance de la Covid-19, spécifiquement dans les pays d'Asie. En effet, la forte incidence de la Covid-19 dans les principaux pays asiatiques perturbe leurs activités économiques. Il en découle une pénurie de certains biens intermédiaires à l'échelle mondiale, entre autres, les semi-conducteurs indispensables dans l'industrie automobile, et dans les technologies de l'information et de la télécommunication.

Ces contraintes sur la croissance économique sont exacerbées par l'impact de la guerre en Ukraine et les sanctions prises contre la Russie qui occasionnent une flambée des prix des produits énergétiques, de certains produits alimentaires et des engrais.

Dans ce contexte, afin de juguler l'inflation, les principales banques centrales procèdent à des resserrements progressifs de la politique monétaire qui font craindre une récession de l'économie mondiale.

Dans son rapport sur les Perspectives Economiques Mondiales (PEM) d'octobre 2022, le Fond Monétaire International (FMI) a révisé à la hausse sa prévision d'inflation de l'année 2022. Ainsi, le taux d'inflation mondial devrait atteindre 8,8% en 2022 contre 8,3% prévu dans les PEM de juillet 2022, largement au-dessus du taux de 4,7% enregistré en 2021.

En ce qui concerne l'évolution de l'activité économique dans les pays avancés, le PIB a reculé aux Etats Unis de 0,1% au deuxième trimestre 2022, en variation trimestrielle,

après une contraction 0,4% au premier trimestre. Cette contreperformance, malgré la bonne tenue de la consommation des ménages et le rebond des exportations, s'explique par un repli des stocks, de la formation brute de capital fixe et des dépenses publiques. Au troisième trimestre, l'évolution des indicateurs conjoncturels augurent une contraction du Produit Intérieur Brut (PIB).

En zone euro, le PIB a augmenté 0,8% au deuxième trimestre après une hausse de 0,7% le trimestre précédent, en variation trimestrielle. Toutefois, les derniers indicateurs conjoncturels indiquent une dégradation de l'activité économique. La confiance des consommateurs et des entreprises est amoquée par la montée de l'inflation et des taux d'intérêt. Ainsi, les perspectives restent entourées de risques baissiers.

Au niveau des pays émergents et pays en développement, la Chine a enregistré une contraction de son PIB de 2,6% au second trimestre 2022, après une progression de 1,4% au trimestre précédent en rythme trimestriel. L'activité économique est affectée par les restrictions fréquentes, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie zéro Covid.

Au regard de la morosité de l'environnement international, le FMI, dans les PEM d'octobre 2022, prévoit, comme dans les PEM de juillet 2022, une progression du PIB mondial de 3,2% en 2022, nettement en deçà de la prévision de +4,4% projetée au mois de janvier 2022.

La stabilité de la prévision de croissance de l'année 2022 par rapport aux projections affichées dans le PEM de juillet 2022 cache toutefois de révisions des rythmes de

croissance dans les différentes régions du monde. Ainsi, au niveau des pays avancés la prévision de croissance du PIB a été réduite de 0,2 point de pourcentage sous l'effet principalement de la révision à la baisse de la croissance de l'économie américaine (-0,7 point de pourcentage) dont l'impact a été atténué par la bonne tenue de l'économie de la zone euro qui engrange 0,5 point de pourcentage par rapport à la prévision de juillet 2022.

Dans les pays émergents et pays en développement, la prévision de croissance du PIB a été revue à la hausse de 0,1 point de pourcentage, en rapport avec la bonne tenue des économies russe et brésilienne qui gagnent respectivement 2,8 points et 1,1 point de pourcentage. A l'inverse, la prévision de progression du PIB de la Chine a été réduite de 0,1 point de pourcentage.

En Afrique subsaharienne, les PIB du Nigéria et de l'Afrique du Sud sont prévus respectivement à 3,2% et 2,1% en deçà des prévisions respectives de +3,4% et +2,3% réalisées en juillet 2022.

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB dans les pays (en %)

Pays	Est. 2021	Prévision 2022		
	PEM oct. 2022	Maj PEM janv. 2022	Maj PEM juil. 2022	PEM oct. 2022
Mondiale	6,1	4,4	3,2	3,2
Pays avancés	5,2	3,9	2,5	2,5
<i>Etats Unis</i>	5,7	4,0	2,3	2,3
<i>Zone Euro</i>	5,4	3,9	3,2	2,6
<i>Royaume-Uni</i>	7,4	4,7	3,2	3,2
Pays émergents	6,8	4,8	3,6	3,6
<i>Chine</i>	8,1	4,8	3,3	3,3
<i>Afrique subsaharienne</i>	4,6	3,7	3,8	3,8
<i>Nigéria</i>	3,6	2,7	3,4	3,4

Sources : FMI (PEM janvier 2022, Mise à jour PEM juillet 2022 et PEM octobre 2022)

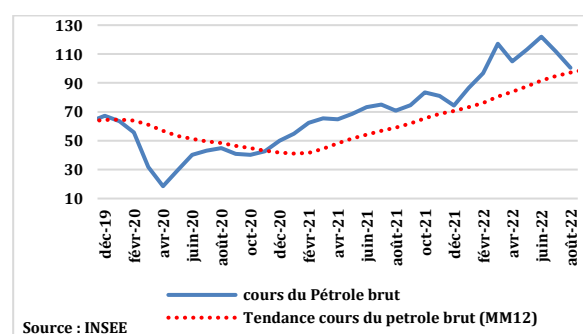
La zone **UEMOA** a enregistré des taux de progression du PIB de +5,4% et +5,7%

respectivement aux premier et deuxième trimestres 2022, grâce notamment à l'exécution des plans de relance. Cette dynamique devrait se poursuivre au second semestre. Les économies de l'Union sont tirées par la bonne tenue des services et de l'industrie manufacturière. Cependant, les perspectives demeurent entourées de risques baissiers liées spécifiquement aux incertitudes relatives à l'environnement sécuritaire et socio-politique.

Le **marché des matières premières et des produits de base** est marqué au mois d'août 2022 par une évolution contrastée des cours des principaux produits exportés ou importés par la Côte d'Ivoire. Les évolutions mensuelles détaillées des cours au mois d'août 2022 se présentent comme suit :

- Le cours du **pétrole brut** baisse de 10,1% par rapport au mois de juillet pour s'établir à 100,6 dollars US le baril. Il poursuit la baisse enregistrée le mois précédent, en partie attribuable à la perspective d'un retour du pétrole iranien sur les marchés internationaux à la suite des progrès réalisés dans les négociations sur le nucléaire iranien au cours du mois d'août 2022. Cependant, le cours moyen du pétrole brut affiche une hausse de 41,9% par rapport à son niveau du mois d'août 2021.

Graphique 1 : Évolution du cours du baril de pétrole brut en dollars us



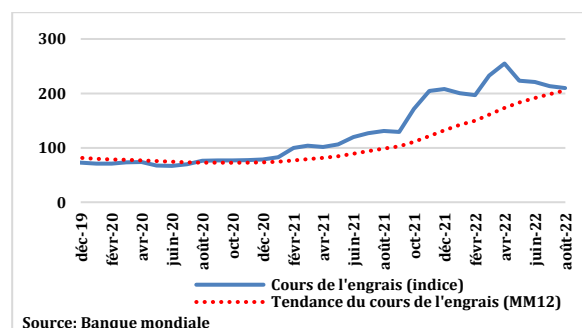
- Le prix moyen du **cacao fèves** se situe à 2 270,6 dollars US la tonne au mois d'août 2022, en augmentation de 1,4%

relativement au mois précédent. Cet accroissement du cours du cacao est essentiellement en lien avec la révision à la hausse par l'ICCO du déficit mondial en cacao, en raison d'une faible performance du Ghana.

- Le prix moyen du **blé** recule de 0,3% après la baisse de 19,8% enregistrée en juillet 2022. Ce fléchissement est imputable à la reprise des exportations de blé par l'Ukraine via la mer Noire.
- Le cours de **l'huile de palme** se redresse de 2,7% au mois d'août 2022, après un repli amorcé au mois de mars 2022. Cette reprise s'explique, entre autres, par la hausse des achats d'huile de palme par l'Inde, le plus grand importateur mondial.
- Le cours du caoutchouc régresse de 4,3%, après le repli de 2,8% observé le mois précédent, en lien avec le ralentissement de la demande mondiale, en particulier celle du premier acheteur mondial qu'est la Chine. La demande chinoise pâtit des nouvelles mesures de confinement mise en œuvre dans le cadre de la poursuite de la politique zéro Covid.
- Le cours de **l'or** repart à la hausse après avoir suivi une tendance baissière depuis avril 2022. Il croît de 1,6% en rythme mensuel pour se situer à 1 765 dollars US l'once en moyenne au mois d'août 2022.
- Le prix du **coton** poursuit son orientation à la baisse amorcée au mois de juin 2022, en se contractant de 5,0% au mois d'août 2022. Ce repli s'explique par la faiblesse de la demande mondiale, particulièrement celle de la Chine, premier importateur mondial.
- L'indice mensuel du cours des **engrais** de la Banque Mondiale poursuit sa contraction entamée au mois de mai

2022, après avoir atteint le pic de 256 au mois d'avril 2022. Il recule de 1,5% au mois d'août 2022, en rythme mensuelle, sous l'effet notamment de la reprise des exportations d'engrais par la Russie.

Graphique 2 : Évolution de l'indice du cours de l'engrais



- Le prix moyen du **riz thaïlandais** croît de 3,1% en août 2022 relativement au mois précédent. Cette évolution est en lien avec la volonté exprimée de la Thaïlande et du Vietnam de coopérer pour augmenter les prix du riz.

Comparés à leurs niveaux moyens du mois d'août 2021, les cours de l'engrais (+60,5%), du blé (+22,3%), du coton (+22,8%) et du riz (+6,9%) s'affichent en hausse au mois d'août 2022, tandis que ceux de l'huile de palme (-14,2%) et du caoutchouc (-8,3%) ressortent en baisse.

En moyenne, sur les huit (8) premiers mois de l'année 2022, les cours de la plupart des principaux produits de base sont en hausse par rapport à leurs niveaux de la même période de 2021. En effet, les prix moyens des engrais (+100,9%), du blé (+55,0%), du pétrole brut (+59,4%), du coton (+52,8%), de l'huile de palme raffinée (+33,2%), du café (+49,7%), du maïs (+18,5%), du sucre (+10,0%), du caoutchouc naturel (+4,2%) et de l'or (+2,2%) s'affichent en accroissement tandis que les prix du riz blanchi thaïlandais (-9,3%) et du cacao fèves (-0,5%) fléchissent.

Sur le **marché des changes**, en évolution mensuelle, l'euro continue de se déprécier face au dollar américain (dollar US). En moyenne sur le mois de septembre, 1 euro est échangé à 0,99 dollar US, en repli de 2,2% par rapport à août. La monnaie de la zone euro reste pénalisée par des risques plus importants d'une récession économique liés au choc gazier. La monnaie européenne se déprécie également face au rouble russe (-3,8%). Toutefois, elle se redresse par rapport au dollar canadien (+0,8%), à la livre sterling (+3,5%), au yen (+3,4%), au rand sud-africain (+2,7%) et au yuan renminbi (+0,5%).

Par ailleurs, en moyenne sur les neuf premiers mois de l'année 2022 et comparé à la même période de 2021, l'euro est en dépréciation par rapport au dollar US (-11,0%), au yuan renminbi (-9,3%), au rand sud-africain (-2,8%) et à la livre sterling (-2,0%). En revanche, il s'apprécie par rapport au yen japonais (+4,7%).

II. CONJONCTURE NATIONALE

Les valeurs sont en FCFA, sauf indications contraires,

L'activité économique nationale reste marquée par des pressions inflationnistes induites par les effets de la persistance du conflit Russo-ukrainien, de la pandémie à coronavirus et de l'insécurité dans les pays sahéliens qui approvisionnent la Côte en bétail et en produits maraichers.

L'économie ivoirienne est également confrontée à une insuffisance de l'offre locale de produits vivriers due notamment à un déficit de main d'œuvre.

Toutefois, l'activité économique continue de bénéficier de la confiance des opérateurs qui restent cependant prudents quant à l'évolution de la conjoncture économique. Dans ce contexte, l'indice du climat des affaires s'est situé à 102,6 au mois d'août 2022 en hausse de 0,2% par rapport au mois précédent mais affiche un repli de 3,1% comparé à un an plus tôt.

Afin de préserver le pouvoir d'achat des populations, le Gouvernement ivoirien poursuit la mise en œuvre des mesures portant sur (i) le plafonnement des prix des produits de grandes consommations, (ii) l'interdiction d'exportation de produits vivriers de grande consommation sauf autorisation, (iii) la subvention partielle des prix produits pétroliers et (iv) l'exonération des droits et taxes sur les importations de blé. Par ailleurs, le Gouvernement a procédé à la revalorisation salariale des fonctionnaires qui est effective depuis le mois de septembre 2022.

La Pandémie à Coronavirus reste contenue et le Gouvernement a ratifié, le 06 septembre 2022, un accord de prêt avec la Banque Asiatique d'Investissement dans les infrastructures (BAII) pour un montant de 59 036 130 000, en vue du financement du

projet stratégique d'amélioration de la gestion des crises sanitaires, notamment de la Covid-19. L'amélioration porte aussi bien sur la détection des cas d'infection que sur la prise en charge des personnes infectées et sur l'efficacité du système de vaccination.

II.1. SECTEUR RÉEL

L'activité économique est marquée par le dynamisme des secteurs secondaire et tertiaire. Dans le secteur primaire, l'agriculture d'exportation enregistre une évolution mitigée, tandis que les prévisions de production vivrière restent bien orientées. Les prix à la consommation s'accroissent au mois de juillet 2022, en glissement annuel et les créations nettes d'emplois restent timides sur les sept premiers mois de l'année 2022, comparées à la même période de 2021.

II.1.a. Secteur primaire

A fin août 2022, le secteur primaire est caractérisé par une évolution contrastée de l'agriculture industrielle et d'exportation. En effet, les productions de noix de cajou (+7,3%), de café (+94,0% à fin juin 2022), de sucre (+20,7% à fin juin 2022) et de caoutchouc naturel (+20,0% à fin juin 2022) progressent, tandis que celles de banane dessert (-9,7%), de cacao fèves (-4,9% à fin juin 2022), de coton graine (-4,7%) et de régime de palme (-4,9% à fin juillet 2022) se contractent.

La production de **café**, en repli depuis 2019, se redresse grâce à des conditions climatiques favorables. Avec un prix d'achat bord champ de 700 FCFA/Kg, les producteurs ont perçu un revenu brut cumulé de 62,915 milliards au premier

semestre 2022. Pour la campagne 2022-2023 qui a débuté le 1^{er} octobre 2022, le prix d'achat bord champ a été fixé à 750 FCFA/Kg, en hausse de 50 FCFA /Kg comparé à la campagne précédente.

Au niveau de la **noix de cajou**, la production continue sa progression entamée au mois de février 2022, grâce à la mise en œuvre des bonnes pratiques agricoles. La transformation locale se renforce avec une quantité transformée qui ressort à 215 752 tonnes sur les huit (8) premiers mois de l'année 2022, soit 21,0% de la production nationale commercialisée contre 134 911 tonnes un an plus tôt.

Tableau 2 : Evolution des principales productions de l'agriculture d'exportation

(En tonnes)	8 mois 2021	8 mois 2022	Variation (%)
Cacao*	1 046 016,6	994 512,7	-4,9
Café*	46 327,5	89 878,3	94,0
Régime de palme**	1 880 163,0	1 788 546,7	-4,9
Caoutchouc naturel sec *	487 404,0	585 057,2	20,0
Anacarde	954 308,0	1 024 441,0	7,3
Banane dessert	333 141,4	299 542,9	-10,1
Coton graine	421 382,8	401 551,0	-4,7
Sucre	101 296,5	122 242,0	20,7

Sources : MEF/DGE, OPA, MEMINADER

* : données à fin juin

** : données à fin juillet

La production de **sucre** augmente de 20,7% en lien, d'une part, avec la maîtrise de la maladie de la mosaïque de la canne à sucre et, d'autre part, avec l'engagement du Gouvernement à soutenir le projet de relance de l'industrie sucrière à travers les programmes contractuels visant à augmenter les investissements pour améliorer la productivité et la compétitivité des entreprises productrices.

En ce qui concerne le secteur de l'**hévée**, la production de **caoutchouc naturel** se comporte favorablement tirant profit de l'amélioration du rendement grâce aux

bonnes pratiques agricoles. La filière bénéficie de l'accroissement des capacités de transformation installées, soutenue par des incitations fiscales.

En revanche, la production de **cacao fèves** baisse de 4,9% au premier semestre 2022, affectée par les fortes précipitations qui ont perturbé la récolte, le séchage des fèves de cacao, occasionnant ainsi des pertes de production. Pour la campagne 2022-2023 qui a débuté le 1^{er} octobre 2022, le prix bord champ du kilogramme de fèves de cacao est fixé à 900 FCFA contre 825 FCFA pour la campagne précédente, soit une hausse de 75 FCFA/Kg.

Dans la filière **coton**, la campagne 2021-2022 qui a débuté le 1^{er} décembre 2021 s'est achevée le 31 mai 2022, avec une production de 539 623 tonnes, en baisse de 3,5% comparativement à la campagne précédente. En effet, la production a été affectée par des conditions climatiques défavorables. Sur la période écoulée de l'année 2022, la production est en repli de 4,7%. La filière a bénéficié d'une subvention de 28,454 milliards pour soutenir la mise à disposition des intrants aux producteurs. Pour la campagne 2022-2023, le prix d'achat bord champ du coton graine de 1^{er} choix a été fixé à 310 FCFA/Kg et celui du coton graine 2^{ème} choix à 285 FCFA/Kg, en hausse de 10 FCFA/kg par rapport à la campagne précédente. La production pour cette campagne est attendue à 570 425 tonnes de coton graine sur une superficie prévisionnelle de 475 354 hectares, et un rendement moyen de 1 200 kg/ha.

La production de **banane dessert** baisse de 10,1% à fin août 2022 en raison principalement du repli des prix sur le marché européen.

La filière **palmier à huile** fait face à des coûts d'intrants élevés et à une perte de

main-d'œuvre qui se détourne vers d'autres cultures plus lucratives. Par conséquent, la production de régime de palme recule de 4,9% en lien avec la baisse des rendements à l'hectare. En vue d'assurer la survie de la filière, le Gouvernement a veillé à la mise à disposition de plants améliorés aux producteurs.

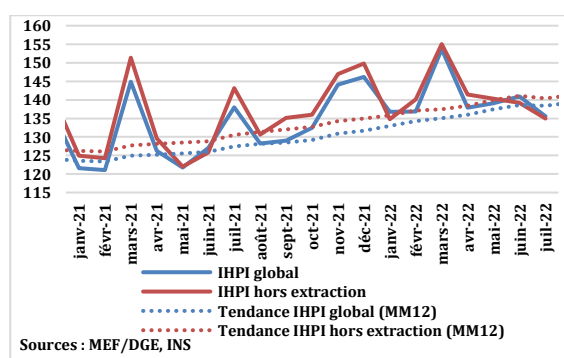
II.1.b. Secteur secondaire

Le secteur secondaire poursuit, au mois de juillet 2022, son dynamisme du premier semestre 2022.

✓ *Baisse modérée de l'activité industrielle au mois de juillet 2022, en rythme annuel*

Au mois de juillet 2022, en rythme annuel, l'évolution de l'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI) s'inverse et affiche un repli de 1,7% après six mois consécutifs de hausse. Cette évolution s'explique principalement par une inversion de la tendance haussière au niveau des « industries manufacturières » (-8,0% en juillet contre +9,8% en juin 2022) et par un ralentissement des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+4,9% en juillet contre +16,3% en juin). Cependant, le renforcement des « industries extractives » (+14,0% en juillet après +3,7% en juin) a amoindri cette orientation défavorable.

Graphique 3 : Indice de la production Industrielle



La baisse de la production en volume des « industries manufacturières » au mois de juillet 2022, comparée à juillet 2021, découle essentiellement d'une inversion de la tendance haussière dans les divisions « fabrication de produits alimentaires » (-4,0% en juillet après +21,3% le mois précédent), « travail du caoutchouc et du plastique » (-8,2% après +5,3% en juin), « métallurgie » (-3,2% au mois de juillet après +34,2% en juin) « fabrication de meubles et matelas » (-15,8% en juillet après +12,1% un mois auparavant) et « autres industries manufacturières » (-2,2% en juillet après +12,4% en juin). Le repli de la production manufacturière s'explique également par l'accentuation de la contraction de la production dans la division « fabrication de boissons » (-32,9% en juillet après -30,2% en juin), ainsi que par le ralentissement des divisions « activités de fabrication textiles » (+4,7% en juillet après +42,1% en juin), « raffinage pétrolier et cokéfaction » (+5,2% au mois de juillet après +17,2% le mois précédent) et « fabrication de produits chimiques » (+11,8% après +17,2% en juin).

A l'inverse, les divisions « fabrication de produits à base de tabac » (+25,5% en juillet après +20,5% en juin 2022), « fabrication de matériaux minéraux » (+15,3% en juillet après +11,0% en juin 2022) et « imprimerie et reproduction d'enregistrements » (+62,9% en juillet après +44,8% en juin 2022) enregistrent une accélération.

Au niveau des « industries extractives », le rythme de progression en glissement annuel accélère en raison des performances des divisions « extraction de minerais métalliques » (+19,0% en juillet après +2,9% en juin 2022) et « autres activités extractives » (+64,9% en juillet après +40,5% en juin 2022). Par contre, la division « extraction d'hydrocarbures » connaît un

retournement de tendance et décroît en rythme annuel de 2,8% en juillet après avoir enregistré des hausses depuis le début de l'année.

En moyenne sur les sept premiers mois de l'année, l'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI) progresse de 8,9% stimulé par la hausse de la production des « industries extractives » (+12,3%), des « industries manufacturières » (+7,1%), et des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+7,2%). Ces évolutions positives ont été atténuées par le recul enregistré dans les « industries environnementales » (-0,6%).

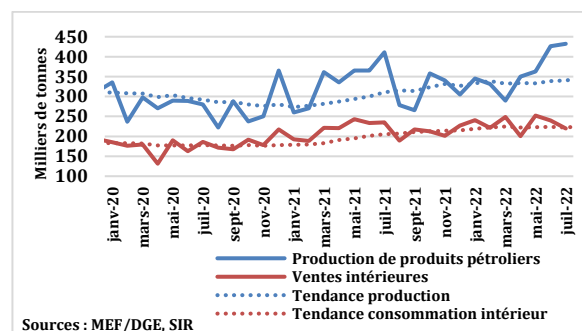
En ce qui concerne les « industries extractives », dans la division « extraction d'hydrocarbures », sur les sept premiers mois de 2022, les productions de **pétrole brut** (+8,8%) et de **gaz naturel** (+9,4%) progressent. La production de pétrole brut bénéficie d'une meilleure gestion des puits tandis que le gaz naturel profite de la forte demande issue de la production d'électricité de source thermique.

S'agissant de la division « extraction de minerais métalliques », à fin août 2022, les productions **d'or** (+13,9%) et de **nickel** (+1,7%) augmentent, tandis que la production de **manganèse** recule de 27,2%.

Au niveau des « industries manufacturières », la progression observée provient principalement de la hausse de la production des divisions « fabrication de produits alimentaires » (+13,0%), « raffinage pétrolier et cokéfaction » (+9,9%), et « fabrication de matériaux minéraux » (+9,3%), et « métallurgie » (+21,6%). Cette progression est amoindrie par la baisse de production des divisions « fabrication de boissons » (-31,9%) et « travail du caoutchouc et du plastique » (-7,6%).

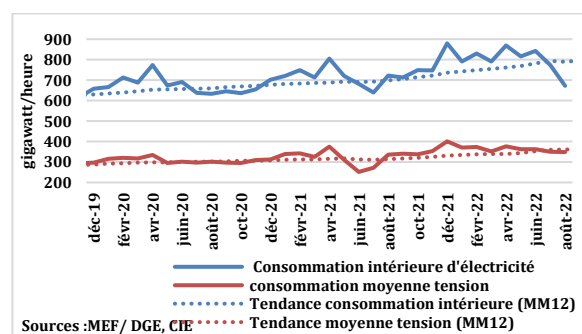
Dans la division « raffinage pétrolier et cokéfaction », la production de **produits pétroliers** progresse de 9,6% à fin août 2022. Elle bénéficie de la hausse de la consommation intérieure (+7,0%) et des exportations (+9,0%).

Graphique 4 : Production et vente de produits pétroliers



Dans les « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau », à fin août 2022, la production **d'électricité** s'accroît de 7,5% sous l'impulsion de la hausse conjointe de la production de source thermique (+8,1%) et de celle de source hydraulique (+5,1%). La production de source hydraulique se redresse depuis le mois d'avril 2022 en raison de l'amélioration de la pluviométrie.

Graphique 5 : Evolution de la consommation d'électricité



✓ Orientation favorable du BTP

S'agissant du Bâtiment et Travaux Publics (BTP), l'accroissement de l'indicateur avancé, en rythme annuel, ralentit au mois de juin 2022 pour se situer à 6,2% après +35,3% le mois précédent.

En moyenne sur le premier semestre 2022, l'indicateur avancé du BTP s'accroît de 22,1% porté par la hausse des

consommations de « ciment » (+7,1%), de « bitume » (+32,7%), de « béton » (+45,4%), de « gravier » (+55,5%) et de « sable » (+27,9%). Cette progression de l'indicateur avancé du BTP est atténuée par la baisse des consommations de « tôles et bacs » (-30,7%) et de « câbles et fils électriques » (-16,7%).

La dynamique du secteur du BTP est favorisée par l'accélération de l'exécution des chantiers d'infrastructures publiques en vue de l'amélioration de la fluidité routière et de l'accueil de la Coupe d'Afrique des Nations prévue en janvier 2024. Il s'agit, notamment, de : (i) la construction du quatrième pont d'Abidjan reliant les communes de Yopougon et du Plateau, (ii) la construction de la tour F de la cité administrative du Plateau, (iii) la construction du cinquième pont reliant les communes de Cocody et du Plateau, (iv) l'aménagement de la baie de Cocody, (v) le prolongement de l'autoroute du nord entre Yamoussoukro-Tiébissou-Bouaké, (vi) la construction des échangeurs de l'Indénié, du carrefour Solibra, de N'Dotré et de la Gesco (vii) la construction et la réhabilitation des stades et des infrastructures devant accueillir la prochaine Coupe d'Afrique des Nations, (viii) la réhabilitation de la côtière entre Abidjan et San Pedro et (ix) la réalisation de l'autoroute de contournement de la ville d'Abidjan (Y4).

II.1.c. Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire évolue favorablement, grâce à la bonne tenue du commerce de détail, des transports et des activités des nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (TIC).

✓ *Hausse continue des ventes dans le commerce de détail*

Le dynamisme du commerce de détail observé depuis le début de l'année en cours, en rythme annuel, se renforce **au mois d'août**. En effet, l'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) du commerce de détail progresse de 15,7% après +14,8% en juillet et +8,7% en juin 2022. La hausse de l'ICA global du commerce de détail enregistrée au mois d'août provient de l'ensemble des branches, à savoir les ventes de « produits de l'alimentation » (+3,9%), de « produits pétroliers » (+20,5%), de « produits d'équipements du logement » (+12,5%), de « véhicules automobiles, motocycles et pièces détachées » (+24,9%) et des « produits divers » (+35,5%).

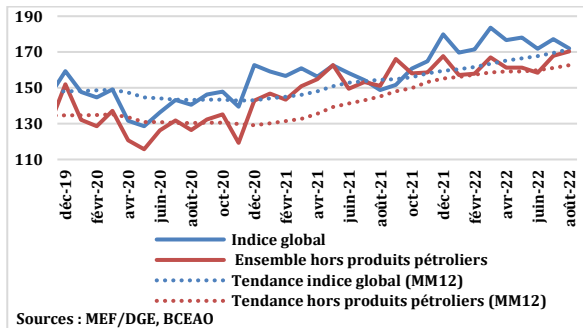
Le chiffre d'affaires des ventes de produits pétroliers bénéficie de la hausse de 19,5% des prix à la pompe du carburant super.

Dans la branche « produits d'équipements du logement », les ventes sont portées par les postes « matériaux de construction, quincaillerie, peinture, verre et articles de verre » (+5,3%) et « ameublement, équipement et produits ménagers » (+54,2%).

Les ventes de la branche « véhicules automobiles, motocycles et pièces détachées » retrouvent leur dynamisme après avoir fléchi aux mois de juillet (-4,3%) et juin 2022 (-11,9%), en rythme annuel. La branche bénéficie de l'essor des ventes de « véhicules automobiles neufs » (+47,4%) et de « pièces et accessoires de

véhicules automobiles et motocycles neufs » (+32,4%), tandis que les ventes de « motocycles neufs » se contractent de 8,4%.

Graphique 6 : Evolution de l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail



Sur les **huit (8) premiers mois de l'année 2022** et comparativement à la même période de 2021, l'Indice du Chiffre d'Affaires du commerce de détail augmente de 11,5%, porté par les « produits de l'alimentation » (+10,7%), les « produits pétroliers » (+17,4%), les « véhicules automobiles, motocycles et pièces détachées » (+6,5%), les « produits d'équipement du logement » (+6,9%) et les « produits divers » (+17,7%). Par contre, les ventes de « produits pharmaceutiques et cosmétiques » reculent (-6,6%).

✓ Bonne dynamique dans le transport

Le secteur du transport enregistre une évolution favorable de tous les services à l'exception du transport ferroviaire qui continue de se contracter.

Le **transport aérien** connaît une hausse de nombre de passagers depuis le début de l'année 2022, en rythme annuel.

Au **mois de septembre 2022**, le nombre de passagers s'accroît de 14,8%, après des hausses de 13,0% et 21,4% enregistrées respectivement aux mois d'août et de juillet 2022. Cette évolution découle d'un accroissement du nombre de passagers commerciaux (+16,0% après 12,4% en août

2022) et du nombre de passagers en transit (+8,2% après +23,3% en août 2022).

L'augmentation du nombre de passagers commerciaux est attribuable à la fois aux trafics avec la CEDEAO (+20,6%), le reste de l'Afrique (+40,3%) et l'Europe (+8,6%). À contrario, le trafic avec le reste du monde (-2,0%) et le trafic national (-18,2%) fléchissent.

Sur les **neuf (9) premiers mois** et comparativement à la période correspondante de 2021, le nombre de passagers dans le transport aérien progresse de 30,1%, sous l'effet de la hausse du nombre de passagers commerciaux (+30,6%) et du nombre de passagers en transit (+25,9%). Malgré cette belle performance, le nombre de passagers demeure en deçà de son niveau d'avant Covid-19. En effet, comparativement aux neuf premiers mois de 2019, le nombre de passagers est en repli de 8,7%.

Dans le **transport maritime**, le trafic global de marchandises enregistre un second repli de 7,0%, en glissement annuel, après celui de 7,4% enregistré le mois précédent du fait de la contraction des activités dans les deux ports. Cette situation est imputable à la fois au trafic national (-5,3%), au transit (-10,8%) et au transbordement (-41,4%). La baisse du transit résulte des effets conjugués de la contraction des échanges du Mali (-61,7%) et de la hausse de ceux du Burkina Faso (+5,5%).

Toutefois, en **cumul sur les sept (7) premiers mois** de l'année 2022 et comparativement à la période correspondante de 2021, le trafic de marchandises par voie maritime progresse de 1,0% porté aussi bien par le port d'Abidjan (+0,5%) que par le port de San Pedro progresse (+3,9%).

Le **transport routier global** progresserait sur les sept premiers mois de l'année 2022, au regard de l'accroissement de 7,3% de la consommation en volume des carburants « gasoil » et « super » comparativement à la même période de 2021.

S'agissant du **transport ferroviaire de marchandises**, il demeure en repli depuis le début de l'année du fait de la faiblesse des échanges avec le Burkina Faso et de l'absence du trafic intérieur depuis l'arrêt de la production de manganèse dans la mine de Lagnonkaha. Le trafic ferroviaire intérieur repose sur le transport de ce minerai.

Au mois d'août 2022, le trafic de marchandises par voie ferroviaire recule de 17,4% en rythme annuel, en lien notamment avec la baisse des échanges avec le Burkina Faso de 17,4%.

En cumul sur les **huit premiers mois** de l'année en cours, le trafic de marchandises par voie ferroviaire se contracte de 10,7%.

✓ *Dynamisme continu dans les TIC*

Le secteur des télécommunications est marqué par une croissance soutenue de l'ensemble de ses services.

Au mois de juillet 2022, le trafic voix, le trafic internet et le trafic SMS augmentent respectivement de 8,7%, 39,1% et 20,5%, en rythme annuel.

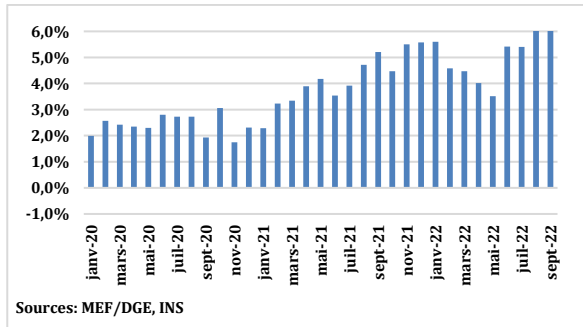
En cumul sur les **sept premiers mois de 2022**, et comparativement à la période correspondante de 2021, le chiffre d'affaires des télécommunications et le nombre d'abonnements progressent respectivement 4,5% et 12,4%. Il en est de même pour tous les services, à savoir le trafic voix (+8,7%), le trafic SMS (+7,4%) et le trafic internet (+44,9%).

II.1.d. Prix

Le rythme haussier de l'évolution des prix s'est poursuivi au mois de septembre 2022 après avoir connu une accélération le mois dernier et une stagnation entre juin et juillet 2022. Cette remontée est principalement due au renchérissement des denrées alimentaires, induit par un déficit d'offre locale de production agricole au cours de la campagne 2021/2022 et l'accentuation des difficultés d'approvisionnement des marchés en relation avec la persistance de l'insécurité, dans un contexte d'envolée des cours internationaux. Les mesures gouvernementales prises dans le cadre de la lutte contre la vie chère permettent de réduire leurs effets. Par ailleurs, les niveaux de prix enregistrés en Côte d'Ivoire restent bien en deçà de ceux observés dans la zone Ouest-africaine au mois d'août 2022, notamment au Burkina (+18,1%), au Mali (+11,9%) et au Sénégal (+11,3%).

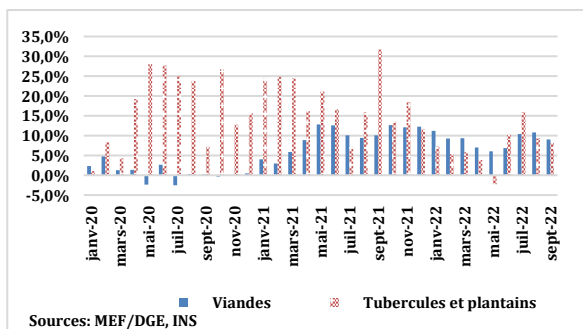
✓ *Progression de l'indice des prix à la consommation*

Le rythme de progression de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), en glissement annuel, a accéléré à 6,3% au mois de septembre 2022 après une progression de 6,2% en août et une stagnation à 5,4% aux mois juillet et juin 2022. Il atteint ainsi son niveau le plus haut depuis la sortie de la crise post-électorale de 2011. Ce rebond de l'inflation est attribuable au renchérissement conjoint des prix des produits comestibles (+10,5% comme en août 2022) et de ceux des produits non comestibles (+4,2% après +4,0% en août 2022).

Graphique 7 : Evolution de la dynamique de l'indice général des prix à la consommation en glissement annuel

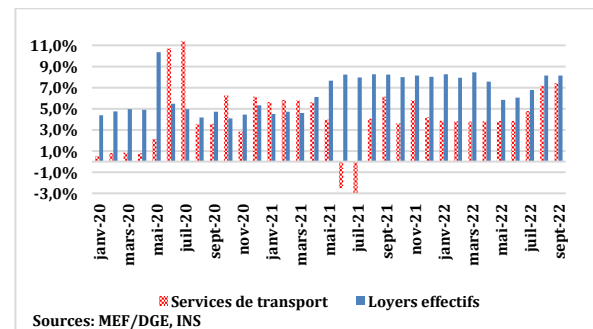
Les groupes de produits à l'origine de ce relèvement du rythme de progression des prix, au niveau de la composante « produits comestibles » sont, notamment, « céréales non transformées » (+5,4% après +3,6% au mois août 2022), les « produits laitiers » (+8,0% après +6,9% au mois août 2022), les « huiles et graisses » (+16,9% après +9,2% au mois août 2022) ainsi que les « légumes frais » (+5,8% après +4,3% au mois août 2022).

En revanche, une décélération des prix des poissons (+9,1% contre +11,1% au mois d'août 2022), des « viandes » (+9,0% après +10,8% le mois précédent), des fruits (+9,9% après +21,7% au mois août 2022), ainsi que des « tubercules et plantains » (+8,1% après +9,3% au mois précédent) est enregistrée.

Graphique 8 : Evolution des prix de quelques produits alimentaires en glissement annuel

S'agissant de la composante « produits non comestibles », l'accélération de son rythme de croissance est nourrie par l'accroissement des prix des « électricité, gaz et autres combustibles » (+0,5% contre -2,3% au mois d'août), des « entretien et

réparation des logements » (+13,9% contre +12,3% au mois d'août), des « verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage » (+1,5% contre +0,6% au mois d'août), des services de transports (+7,4% après +7,2% au mois d'août), des dépenses d'utilisation de véhicules (+12,3% contre +11,7% au mois d'août), des « Services de téléphonie et de télécopie » (+0,3% contre -0,1% au mois d'août), des « Journaux, livres et articles de papeterie » (+1,2% contre +0,5% au mois d'août), des « enseignement post-secondaire non supérieur et Enseignement non défini par niveau » (+5,6% contre +5,0% au mois d'août). Par contre, les prix des « services de restauration » (+6,7% contre +7,0% au mois d'août), des « articles d'habillement » (+2,4% après 2,7% le mois précédent), des « produits, appareils et matériels médicaux » (+0,8% après 0,9% le mois précédent), laissent observer une décélération.

Graphique 9 : Evolution des prix de quelques services en glissement annuel

En moyenne, sur la période sous revue, l'IHPC augmente de 5,1% en glissement annuel, sous l'effet conjoint d'une hausse de 8,8% des prix des produits comestibles et d'une augmentation de 3,2% des prix des produits non comestibles.

La progression des prix des produits comestibles est attribuable essentiellement aux prix des « huiles et graisses » (+10,8%), des « légumes frais » (+9,6%), des « viandes » (+8,8%), des « fruits » (+9,6%), des « poissons » (+7,6%), des « tubercules

et plantains » (+7,1%) ainsi que des « céréales non transformées » (+5,6%).

En ce qui concerne les prix des produits non comestibles, l'accroissement des prix provient principalement du relèvement des prix des « loyers effectifs » (+7,5%), des « dépenses d'utilisation des véhicules » (+8,0%), des « services de transport » (+4,7%), « des services de restauration » (+4,2%).

II.1.e. Emplois

À fin août 2022, le nombre de salariés en emploi formel s'élève à 1 264 000 contre 1 227 172 à fin décembre 2021, soit 36 828 emplois nets créés depuis le début de l'année dont 73,5% dans le secteur privé. Le nombre d'emplois créés est en repli de 31,2% par rapport à celui de la période correspondante de 2021 qui s'est établi à 53 493.

Dans le secteur privé, 27 062 emplois nets ont été créés sur les huit (8) premiers mois de l'année 2022 contre 38 263 à la même période de 2021. Les principaux secteurs pourvoyeurs d'emplois sont le commerce (33,8%), le BTP (25,1%) et le « transport terrestre et aérien » (10,1%). Dans le secteur public, le nombre d'emplois nets créés s'établit à 9 766 contre 15 230 au terme des huit (8) premiers mois de l'année 2021.

II.2. FINANCES PUBLIQUES

En août 2022, les **recettes totales et dons** ainsi que les **dépenses totales et prêts nets** reculent respectivement de 45,2 milliards (-9,6%) et de 136,8 milliards (-21,0%) comparativement à leurs niveaux enregistrés au mois d'août 2021. Le recul des recettes totales et dons s'explique principalement par la contraction des taxes sur produits pétroliers (-35,3 milliards)

globalement liée aux efforts consentis par le Gouvernement pour contenir les tensions inflationnistes en lien avec le conflit russo-ukrainien. Quant aux dépenses totales et prêts nets, leur baisse au mois d'août s'explique par une exécution moindre des dépenses d'investissement (-199,5 milliards) par rapport à leur niveau du mois d'août 2021. Par ailleurs, au cours du mois d'août 2022, dans le cadre des opérations de financement, un montant de 151,0 milliards, constitué d'obligations du trésor et de bons de trésorerie, a été mobilisé sur le marché sous régional.

En cumul sur les huit (08) premiers mois de l'année 2022, les recettes totales et dons, ainsi que les dépenses totales et prêts nets augmentent respectivement de 6,0% et de 7,7% comparés à leurs niveaux de la période correspondante en 2021. Il en résulte un déficit du solde budgétaire de 862,8 milliards plus prononcé que le déficit de 737,6 milliards réalisé un an plus tôt.

II.2.a. Recettes totales et dons

Les recettes totales et dons se situent à 4 207,8 milliards à fin août 2022, en augmentation de 238,1 milliards comparés à la même période de 2021. Cette évolution favorable provient essentiellement des recettes fiscales (y compris les recettes affectées et parafiscalité) et des dons.

□ Recettes fiscales en hausse

Les recettes fiscales (y/c recettes affectées et parafiscalité) s'accroissent de 146,7 milliards (+4,3%) pour ressortir à 3 535,8 milliards. Cette embellie est essentiellement due à la bonne mobilisation de la fiscalité intérieure qui atteint 2 000,6 milliards (+14,1%), précisément les taxes hors produits pétroliers (+147,7 milliards), le BIC hors pétrole (+80,1 milliards) et les autres taxes indirectes (+52,7 milliards).

Quant à la fiscalité de porte, elle se contracte de 122,3 milliards, en raison de la baisse des taxes sur produits pétroliers (-274,7 milliards) liée aux efforts consentis par le Gouvernement pour contenir les tensions inflationnistes en relation avec le conflit russo-ukrainien.

□ **Bon niveau de recouvrement des recettes non fiscales**

Les recettes non fiscales s'établissent à 552,3 milliards, en hausse de 4,2 milliards par rapport à fin août 2021 portées par les recettes de services (+11,5 milliards) et les cotisations de sécurité sociale (+18,0 milliards). Ces cotisations bénéficient du relèvement des nouvelles immatriculations de salariés à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS).

□ **Forte hausse des dons**

Le niveau des dons mobilisés se situe à 119,7 milliards contre 32,6 milliards à fin août 2021, soit une hausse de 87,1 milliards soutenue par le Contrat de Désendettement et de Développement d'un montant de 91,2 milliards.

II.2.b. Dépenses totales et prêts nets

Les dépenses totales et prêts nets ont été exécutés à hauteur de 5 070,6 milliards à fin août 2022, en accroissement de 363,2 milliards (+7,7%) par rapport à fin août 2021. Cette évolution résulte principalement des augmentations des dépenses d'investissement (+204,8 milliards ; +19,3%), des intérêts dus sur la dette publique (+158,8 milliards ; +33,6%) et des dépenses de fonctionnement (+106,3 milliards ; +12,6%).

Les dépenses d'investissement sont impactées par l'accélération, entre autres, des travaux de construction des

infrastructures sportives pour la CAN 2023 ainsi que de l'exécution des projets de construction, de réhabilitation et d'équipement des universités et infrastructures scolaires.

La hausse des intérêts dus sur la dette publique est liée aux intérêts sur la dette extérieure, notamment le paiement d'intérêts sur les Eurobonds (+59,6 milliards) contractés en 2020 d'une part et aux paiements plus conséquents des intérêts sur la dette des valeurs mobilières (+54,6 milliards) au niveau de la dette intérieure d'autre part.

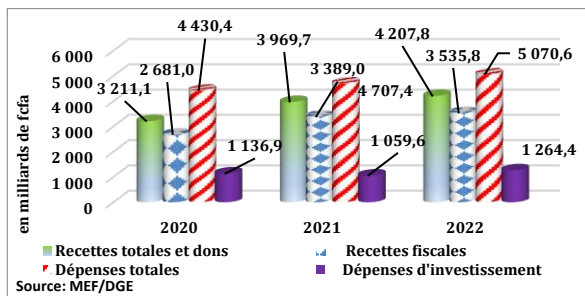
L'augmentation des dépenses de fonctionnement s'explique, quant à elle, par les mesures d'atténuation des effets des crises sous-régionales et des conflits en Ukraine sur l'économie à travers le soutien au secteur de l'électricité, de la boulangerie et du transport, ainsi que la lutte contre l'inflation.

L'ampleur de la hausse des dépenses totales et prêts nets engendrée par les postes de dépenses cités précédemment est atténuée par les reculs des subventions et autres transferts, ainsi que des dépenses de sécurité respectivement de 104,9 milliards (-18,2%) et 77,2 milliards (-62,1%). La baisse des subventions et autres transferts est attribuable à la réduction des dépenses de soutien à l'économie exécutées dans le cadre de la lutte contre l'impact de la pandémie à coronavirus. Celle des dépenses de sécurité traduit un retour à la tendance normale après les fortes dépenses exécutées en 2021, dans le cadre du renforcement du dispositif sécuritaire en 2021 pour la sécurisation des élections législatives tenues dans le courant du premier semestre 2021 et la lutte contre les menaces djihadistes dans le nord du pays.

II.2.c. Financement

Afin de financer le déficit budgétaire de 862,8 milliards à fin août 2022 et assurer le remboursement du capital de la dette publique arrivée à échéance, le Gouvernement a eu recours aux marchés monétaires et financiers pour un montant total de 2 819,9 milliards. Ces émissions comprennent 683,4 milliards de bons du trésor (dont 524,1 milliards de bons de trésorerie), 1 056,8 milliards d'emprunts obligataires (dont 113,3 milliards au titre de conversion de titres publics) et 678,2 milliards d'obligations du trésor.

Graphique 10 : Évolution des principaux agrégats des finances publiques à fin août



II.3. COMMERCE EXTÉRIEUR

Sur les neuf (9) premiers mois de l'année 2022, le commerce extérieur hors biens exceptionnels de la Côte d'Ivoire est caractérisé par une accentuation du déficit du solde commercial « Franco à bord (FAB) »-« Coût Assurance, Fret (CAF) » qui atteint 485,5 milliards après un déficit de 117,0 milliards enregistré à fin août 2022. Ces déficits sont inhabituels et sur les neuf (9) premiers mois de l'année 2021, le solde commercial était excédentaire de 534,7 milliards. Cette situation provient d'une hausse des importations en valeur de 45,3%, en rythme annuel, largement supérieure à celle des exportations de 24,4%. Ces accélérations sont attribuables, en grande partie, à l'envolée des prix à l'importation (+30,3%) contre +30,6% à fin août 2022) et à l'exportation (+17,5%

contre +16,0% à fin août 2022). Sous l'effet, de l'augmentation des prix à l'importation plus forte que celle des prix à l'export, les termes de l'échange se détériorent de 9,8%.

II.3.a. Exportations

- ✓ **Hausse des exportations en valeur tirée principalement par les produits transformés et les produits miniers**

L'accroissement des exportations en valeur de 24,4% est soutenu par les ventes en valeur des produits primaires (+5,0%), produits transformés (+47,4%) et produits miniers (+34,6%). Les produits à la base de cette bonne orientation sont essentiellement le caoutchouc naturel (+43,6%), les céréales (+814,4%), le riz (+967,5%), le café vert (+137,9%), les produits pétroliers autre que le pétrole brut (+105,9%), l'huile de palme (+77,0%), le cacao transformé (+16,7%), l'or brut (+26,5%), le pétrole brut (+60,2%) et le manganèse (+21,4%). En revanche, les exportations en valeur de cacao fèves régressent de 12,0% en lien, entre autres, avec le repli du volume de 10,0%.

II.3.b. Importations

- ✓ **Dynamisme des importations en valeur, porté par toutes les catégories de produits**

La progression des importations en valeur de 45,3% provient des achats de biens de consommation (+47,7%), de biens intermédiaires (+55,3%) et de biens d'équipement (+23,3%). De façon spécifique, les importations subissent les fortes hausses des factures des achats de « produits pétroliers autre que le pétrole brut » (+211,3%), de « matières plastiques et ouvrage en ces matières » (+50,0%), de riz (+42,0%), de blé tendre » (+53,5%), de pétrole brut (+86,5%), de « fer, fonte, acier

et ouvrages en ces métaux » (+42,9%), de « produits chimiques » (+74,8%), d'engrais (+71,5%), de « machine électrique » (+26,8%), de « machines mécaniques » (+12,0%) et de « matériels de transport navigation maritime » (+367,7%).

II.4. SITUATION MONÉTAIRE ET MARCHÉ BOURSIER

II.4.a. Situation monétaire

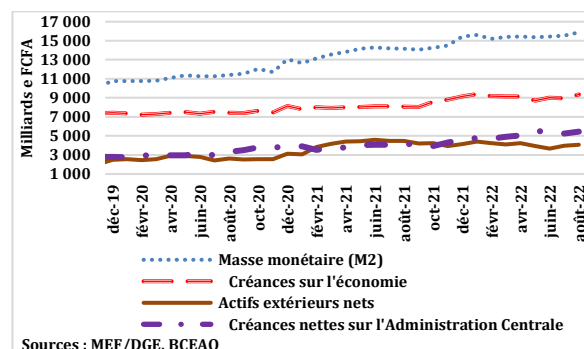
A l'instar des principales banques centrales du monde, afin de contenir la flambée des prix à la consommation, la BCEAO, la Banque Centrale de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africain (UEMOA) a procédé au relèvement successif des taux directeurs de 25 points de base le 16 juin 2022 et le 16 septembre 2022 qui retrouvent ainsi leurs niveaux d'avant Covid-19.

La masse monétaire au sens large, progresse de 12,0% à fin août 2022, en rythme annuel, plus fortement qu'à fin juillet 2022 (+9,5%). Cette évolution est attribuable à l'accélération de la hausse des créances nettes sur l'administration centrale (+32,0% contre +28,6% à fin juillet 2022) et des créances sur l'économie (+16,0% contre +10,4% à fin juillet 2022), ainsi qu'à l'amointrissement de la contraction des actifs extérieurs nets (-11,5% à fin juillet 2022 à -8,4% à fin août 2022).

Les réserves de change de la zone UEMOA replient de 2 225,3 milliards, sur un an, pour ressortir à 11 811,1 milliards à fin septembre 2022. Cette évolution est en lien avec l'alourdissement des factures à l'importation des pays membres et la dégradation de leurs balances commerciales, à l'instar de celle de la Côte d'Ivoire, Ce niveau de réserves assure aux

économies de l'Union 4,6 mois d'importations de biens et services, contre 5,1 un mois précédemment.

Graphique 11 ; Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties

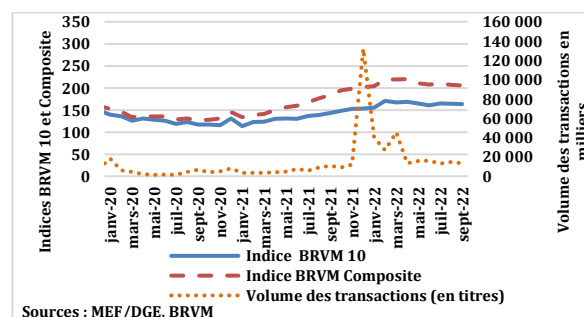


La bonne tenue des crédits à l'économie témoigne de la poursuite du soutien bancaire à l'activité économique.

II.4.b. Marché boursier

Au mois de septembre 2022, les indices de référence du marché boursier de l'UEMOA baissent, en rythme mensuel, comme le mois précédent. Ainsi, l'indice BRVM Composite fléchit de 0,7% après le recul de 1,4% enregistré au mois d'août 2022. Concernant l'indice BRVM 10 représentant les dix valeurs les plus actives sur la place boursière, il se contracte également de 0,5%, après un retrait de 0,2% le mois précédent.

Graphique 12 : Évolution des principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



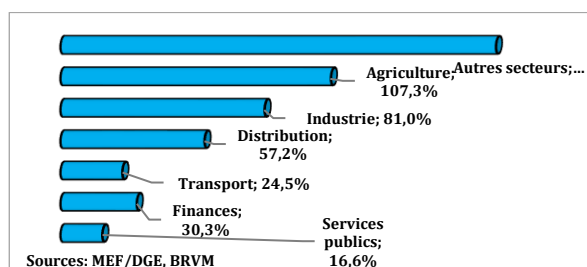
Les transactions en volume replient de 9,4%, en dépit d'une forte hausse des valeurs totales transigées de 78,1%. Quant au taux de rendement moyen du marché des actions, il s'améliore pour se fixer à 7,25%,

après s'être situé à 7,21% au mois d'août 2022. Par ailleurs, le marché des actions enregistre au mois de septembre 2022 un PER¹ moyen de 8,10 contre 8,17 au mois précédent.

Par ailleurs, la capitalisation boursière globale affiche un accroissement de 1,7%, sous l'effet conjugué de l'augmentation de la capitalisation du marché des obligations de 3,6% et du repli de celle du marché des actions de 0,7%.

En moyenne **sur les neuf (9) premiers mois de l'année 2022**, les indices BRVM 10 et BRVM Composite, affichent des hausses respectives de 26,6% et 35,2% comparativement à la même période de 2021. Ce dynamisme est porté par l'ensemble des secteurs d'activités. L'agriculture (+107,3%), l'industrie (+81,0%) ainsi que la distribution (+57,2%) enregistrent les accroissements les plus significatifs. En ce qui concerne la valeur des transactions, elle augmente de 8,0%.

Graphique 13 : Évolution des indices moyens boursiers sectoriels sur les neuf (9) premiers mois de 2022, en glissement annuel



En définitive, l'économie ivoirienne est marquée au mois de septembre 2022, en rythme annuel, par une accélération du taux d'inflation. Toutefois, la flambée des prix à la consommation reste limitée comparativement à l'inflation mondiale, grâce aux mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre la cherté de la vie.

Les prix à la production industrielle restent également confrontés à des pressions à la hausse.

Les échanges extérieurs enregistrent au terme des neuf premiers mois de l'année 2022 un déficit inhabituel de solde commercial hors bien exceptionnels, en lien avec la détérioration des termes de l'échange.

La situation des finances publiques est marquée par l'accélération des investissements publics et le coût des mesures de lutte contre la cherté de la vie qui accentuent le déficit budgétaire global. Toutefois, le risque de surendettement reste modéré.

Au niveau monétaire et financier, l'euro continue de se déprécier face au dollar américain, et par ricochet le FCFA, contribuant de la sorte à l'augmentation des prix à l'importation et du coût en franc CFA du service de la dette extérieure libellée en dollar américain.

Au total, l'activité économique reste dynamique, portée au niveau de l'offre par la vitalité des secteurs tertiaire et secondaire, tandis que le secteur primaire enregistre une évolution mitigée de l'agriculture industrielle et d'exportation. Elle tire avantage de la poursuite de l'exécution des projets d'infrastructures et des réformes prévus dans le PND 2021-2025 ainsi que d'un cadre macroéconomique solide.

Sur la base des évolutions conjoncturelles à fin juin 2022 et des perspectives sectorielles sur le reste de l'année, les services du Ministère de l'Economie et des Finance ont révisé, au mois de septembre, la prévision de croissance du PIB en 2022 à +6,8%, contre une projection antérieure de +6,9%.

¹ PER = Prix des actions / Dividende

Tableau de bord

	Variation en glissement annuel								Variations en glissement (cumul de la période)
	Fév.-22	Mars.-22	Avril.-22	Mai.-22	Juin.-22	Juil.-22	Août.-22	Sept.-22	
INTERNATIONAL									
Cours du Pétrole brut	55,4%	79,2%	61,9%	65,1%	66,7%	49,0%	41,9%		59,4%
Cours du cacao	6,0%	-0,1%	3,7%	-1,9%	-1,9%	-3,8%	-8,6%		-0,5%
Cours de l'euro par rapport au dollar	-6,2%	-7,4%	-9,7%	-12,9%	-12,3%	-13,9%	-14,0%	-15,9%	-11,0%
ACTIVITE NATIONALE									
Primaire									
Agriculture d'exportation									
Cacao (données trimestrielles)		-10,4%			10,6%				nc
Café (données trimestrielles)		21593,1%			98,4%				nc
Coton	-3,0%	7,7%	-14,9%	-55,6%					-4,7%
Anacarde	7,8%	-8,1%	19,2%	15,4%	22,5%	-6,3%	166,0%		7,3%
Secondaire									
IHPI global	13,1%	6,0%	9,3%	14,3%	10,9%	-1,7%	nd		nc
IHPI hors extraction	12,8%	2,4%	9,1%	15,0%	10,7%	-5,7%	nd		nc
Industrie manufacturière	15,3%	3,3%	10,1%	13,6%	9,8%	-8,0%	nd		nc
Electricité, gaz	2,9%	-1,7%	5,4%	22,2%	16,3%	4,9%	nd		nc
BTP	7,1%	21,1%	39,8%	35,3%	6,2%	nd	nd		nc
Production d'électricité	3,0%	-2,4%	6,0%	25,0%	19,7%	5,5%	3,7%		7,5%
Production de produits pétroliers	22,6%	-19,8%	4,4%	-0,9%	16,7%	5,3%	30,2%		9,6%
Pétrole brut	12,9%	113,6%	5,4%	-11,4%	-2,1%	-6,8%	nd		nc
Gaz naturel	26,1%	9,7%	7,1%	-2,2%	6,5%	0,8%	nd		nc
Tertiaire									
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)	9,5%	14,1%	13,0%	9,5%	8,7%	14,8%	15,7%		11,5%
Trafic global maritime	6,4%	5,6%	6,1%	2,8%	-7,4%	nd	nd		nc
Passagers commerciaux aérien	50,4%	60,2%	36,8%	56,3%	32,0%	22,0%	12,4%	16,0%	30,6%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	-5,4%	-0,3%	-8,2%	-11,6%	-16,6%	-14,0%	-17,4%		-10,7%
Echanges extérieurs									
Exportation en quantité	0,3%	-16,6%	13,9%	16,1%	56,5%	-10,5%	2,1%	5,5%	4,9%
Importation en quantité	-3,1%	-8,2%	27,7%	-18,3%	12,0%	-44,4%	41,6%	14,7%	1,9%
Exportation en valeur (hors biens exceptionnels)	16,2%	8,1%	15,6%	61,6%	57,6%	27,6%	10,0%	33,9%	24,4%
Importation en valeur (hors biens exceptionnel)	33,4%	41,5%	64,4%	21,7%	56,4%	-10,2%	83,9%	56,0%	45,3%
Solde commercial (en milliards CFA)	183,40	153,46	2,60	-22,90	-59,47	44,72	-427,48	-371,58	-485,48
Financement									
Masse Monétaire (M2)	15,7%	13,8%	11,8%	8,5%	8,0%	9,5%	12,0%		12,0%
Actifs Extérieurs Nets	10,6%	-1,3%	-3,7%	-11,5%	-20,0%	-11,5%	-8,4%		-8,4%
Créances intérieures	20,3%	20,2%	20,4%	17,8%	19,1%	16,5%	21,4%		21,4%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	33,1%	29,9%	33,2%	36,6%	34,5%	28,6%	32,0%		32,0%
Créances sur l'économie	14,6%	15,5%	14,3%	8,4%	11,3%	10,4%	16,0%		16,0%
BRVM composite	58,4%	55,8%	46,5%	34,8%	29,7%	24,8%	17,3%	11,6%	35,2%
Finances publiques									
Recettes totales & Dons	7,0%	25,3%	14,3%	-5,5%	8,5%	0,1%	-9,6%		6,0%
Dépenses totales & Prêts nets	14,8%	11,0%	17,9%	-0,8%	-10,0%	27,2%	-21,0%		7,7%
Investissement public	207,3%	15,5%	134,7%	0,3%	-52,2%	125,8%	-77,3%		19,3%
Solde budgétaire global (niveau en milliards)	-47,57	-171,59	-229,71	-80,81	7,11	-290,84	-91,32		-862,8
Prix à la consommation									
Indice harmonisé des prix à la consommation	4,6%	4,5%	4,0%	3,5%	5,4%	5,4%	6,2%	6,3%	5,1%
Indice des biens alimentaires	8,5%	8,1%	7,2%	5,0%	9,5%	8,7%	10,5%	10,5%	8,8%
IHPC hors biens alimentaires	2,7%	2,7%	2,4%	2,8%	3,3%	3,8%	4,0%	4,2%	3,2%
Emploi									
Salariés secteur formel	7,1%	6,7%	7,2%	7,8%	7,5%	5,9%	5,8%		5,8%
Salariés secteur formel privé	7,5%	7,6%	7,7%	8,5%	8,0%	6,3%	6,5%		6,5%

Source : MEF/DGE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE

**DIRECTION DES PRÉVISIONS, DES POLITIQUES ET DES STATISTIQUES
ÉCONOMIQUES**

Plateau, Avenue Marchand, Immeuble SCIAM, 1er étage
04 BP 650 Abidjan 04 - Tél. (00225) 27 20 20 09 58 / 27 20 20 09 24 / 27 20 20 09 25
Email: sdc.dppse@dge.gouv.ci

Version du 9 novembre 2022